



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

France

La réduction des émissions de gaz à effet de serre patine

La baisse des émissions de gaz à effet de serre a marqué le pas en France l'an dernier, avec un recul estimé à seulement -1,6 %, près de trois fois moins que le rythme ... • (Page 08)

Boissons sucrées, alcool

L'OMS alerte sur une fiscalité qui favorise maladies et violences

À mesure que les boissons sucrées et l'alcool deviennent plus abordables, les pathologies qu'elles alimentent ... • (Page 09)

Commerce et Industrie

La CCI-Togo mise sur la cohésion en 2026

• (Page 03)

Prévention des risques chimiques

L'ANIAC dresse un bilan encourageant au Togo en 2025

Au Togo, l'année 2025 a été marquée par des avancées notables dans la prévention des risques liés aux produits ... • (Page 02)

Coopération Togo-RDC

Visite de travail du Président Tshisekedi-Tshilombo à Lomé

Le Président de la République Démocratique du Congo (RDC), Antoine Tshisekedi-Tshilombo, a effectué ce lundi 12 janvier 2026, une ... • (Pages 04)

Réseau de fibre optique

Axian Telecom dépasse le cap d'1 million de foyers connectés

Axian Telecom, groupe panafricain de télécommunications, annonce avoir dépassé le seuil symbolique d'un million de foyers africains raccordés à son réseau de fibre ... • (Page 06)

Forêts et climat

Le Togo investit dans la filière semencière

Le Togo s'est doté d'un Centre national de semences forestières (CNSF), une nouvelle infrastructure destinée à renforcer la politique forestière ... • (Page 11)



• Le Président de la CCI-Togo, Dr José Kwassi SYMENOUEH

Togo

• (Page 04)

IFC réaffirme son engagement en faveur du secteur privé





PROFITEZ DÈS MAINTENANT DE L'INSTALLATION À 0 FCFA*

TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX POUR TESTER VOTRE ÉLIGIBILITÉ



8866 www.canalbox.tg

* Paiement du premier forfait mensuel à la souscription
Coût de l'appel : 20 FCFA.

Prévention des risques chimiques

L'ANIAC dresse un bilan encourageant au Togo en 2025

Au Togo, l'année 2025 a été marquée par des avancées notables dans la prévention des risques liés aux produits chimiques et la sensibilisation des populations. C'est ce qui ressort du rapport annuel de l'Autorité nationale pour l'interdiction des armes chimiques (ANIAC), présenté en fin d'année, mettant en valeur des actions concrètes en faveur de la sécurité humaine et environnementale.

● Junior Aredola

Au cours des douze derniers mois, l'ANIAC a mis en œuvre 15 des 17 activités prévues dans son Plan de travail et budget annuel, enregistrant ainsi un taux de réalisation de 88,24 %. Ces activités ont principalement porté sur le renforcement des capacités des acteurs intervenant dans la manipulation, le stockage et le transport des produits chimiques, ainsi que sur la sensibilisation des populations aux dangers potentiels liés à ces substances. Sur cette lancée, un guide d'identification des produits chimiques a été élaboré et mis à la disposition des inspecteurs nationaux. Cet outil vise à faciliter la reconnaissance, la classification et le contrôle des substances chimiques, contribuant ainsi à une meilleure prévention des usages inappropriés ou dangereux. Par ailleurs, l'ANIAC a effectué des visites de terrain dans six sociétés industrielles à travers le pays. À cette occasion, 80 employés ont bénéficié de formations spécifiques sur les bonnes pratiques de stockage et de manipulation sécurisée des substances dangereuses. L'institution a également procédé à l'inspection du site de traitement et de neutralisation des produits chimiques avariés d'Ahodomon, à Atakpamé, afin de s'assurer du respect strict des normes de sécurité en vigueur.

Vigilance face aux nouveaux défis sécu-



ritaires

Au-delà des résultats quantitatifs, le rapport de l'ANIAC met en évidence la nécessité de renforcer la vigilance face à l'évolution des menaces sécuritaires. La problématique de l'utilisation détournée de produits chimiques à des fins criminelles ou terroristes constitue aujourd'hui un enjeu majeur pour de nombreux pays. Consciente de ces risques, l'ANIAC entend intensifier ses actions en 2026, notamment auprès des populations à la base. Une attention particulière sera accordée à la région des Savanes, exposée à des défis sécuritaires spécifiques. « Les produits chimiques sont souvent utilisés par des terroristes comme des armes dans leurs sales besognes. C'est pourquoi des formations sur l'identification et la détection de ces substances sont prévues pour cette région », a expliqué Koriko Moursalou, premier vice-président de l'institution. L'approche préventive, axée sur la formation et la sensibilisation, vise à doter les communautés locales et les acteurs de terrain des compétences nécessaires pour détecter précocement les risques et alerter les

autorités compétentes.
L'ANIAC, acteur de la politique nationale de sécurité chimique

Créée en 2015, l'Autorité nationale pour l'interdiction des armes chimiques a pour mission principale d'assister le gouvernement togolais dans la conception et la mise en œuvre de la politique nationale relative à l'interdiction, au contrôle et à la destruction des armes chimiques. Elle joue également un rôle clé dans le respect par le Togo de ses engagements internationaux en la matière. Il convient de rappeler que le Togo ne produit ni ne stocke d'armes chimiques. Toutefois, la présence et l'usage croissant de produits chimiques à des fins industrielles, agricoles ou commerciales imposent une vigilance constante. À travers ses actions de contrôle, de formation et de sensibilisation, l'ANIAC contribue ainsi à renforcer la sécurité nationale, à protéger les populations et à préserver l'environnement face aux risques chimiques, dans un contexte régional et mondial marqué par des menaces multiformes.

Image du jour

COMMENT RÉDUIRE LE RISQUE D'ACCIDENT VASCULAIRE CÉRÉBRAL

Arrêtez de fumer et limitez votre consommation d'alcool

Contrôlez l'hypertension artérielle et l'hypercholestérolémie

Adoptez un régime alimentaire sain

Traitez votre diabète

Surveillez votre poids

Organisation mondiale de la Santé
Région africaine

AUX DÉCIDEURS ...

La finance s'invite à Luxembourg

La cotation des Social Bonds de la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA (CRRH-UEMOA) à la Bourse de Luxembourg n'est pas qu'un événement financier. Elle est le symbole d'une Afrique de l'Ouest qui affirme sa maturité, sa crédibilité et surtout sa capacité à mobiliser la finance internationale au service de priorités sociales essentielles. En devenant le premier émetteur ouest-africain à réaliser une double cotation – à la BRVM, son marché naturel, et à la Luxembourg Stock Exchange – la CRRH-UEMOA réalise un exploit. Ce geste fort dit une chose simple mais fondamentale : les marchés financiers africains ne sont plus périphériques, ils deviennent des partenaires à part entière des grandes places internationales. Au-delà de la prouesse technique, l'opération porte une charge symbolique et politique majeure. Il s'agit d'un Social Bond, noté SQS1 par Moody's, destiné à financer le logement abordable dans les huit pays de l'UEMOA. Autrement dit, des capitaux internationaux sont orientés vers un besoin vital : offrir un toit décent à des dizaines de milliers de ménages. Dans un contexte où l'urbanisation rapide accentue les défis sociaux et urbains, cette initiative apporte une réponse structurée et durable. L'admission au Luxembourg Green Exchange renforce encore la portée de cette opération. Elle place la CRRH-UEMOA au cœur de l'écosystème mondial de la finance durable, ouvrant l'accès à des investisseurs sensibles aux critères ESG et à l'impact social mesurable. C'est la démonstration que l'Afrique peut non seulement attirer des financements, mais aussi imposer des standards élevés de gouvernance, de transparence et de performance sociale. Les retombées attendues dépassent largement le secteur financier. Le logement, lorsqu'il est pensé comme un levier de développement, irrigue toute l'économie : emplois dans le bâtiment, dynamisation des filières locales, inclusion financière, stabilité sociale. En ce sens, ces Social Bonds ne sont pas de simples instruments financiers, mais de véritables outils de transformation économique et sociale. Les déclarations croisées de la Luxembourg Stock Exchange, de la CRRH-UEMOA et de la BRVM traduisent une vision partagée : celle d'un pont durable entre marchés régionaux et internationaux, fondé sur la confiance et l'impact. Ce rapprochement ouvre des perspectives nouvelles pour les émetteurs africains et renforce l'attractivité de la place financière régionale de l'UEMOA. En définitive, la cotation des Social Bonds de la CRRH-UEMOA à Luxembourg prouve que la finance peut être à la fois rigoureuse et solidaire, locale dans son impact et globale dans son ambition. Une leçon précieuse, à l'heure où le monde cherche des modèles financiers plus inclusifs et plus responsables.

M.T

Le Togo en chiffres			
DEMOGRAPHIE			
	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes

● Source : tresor.economie.gouv.fr

Commerce et Industrie

La CCI-Togo mise sur la cohésion en 2026

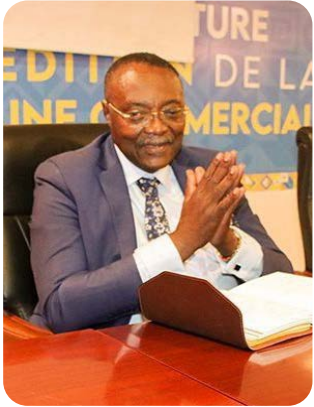
La Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCI-Togo) a démarré l'année 2026 par une journée de recueillement, de communion et de partage, le mercredi 7 janvier. À travers des offices religieux et une cérémonie d'échange de vœux, l'institution consulaire a affirmé sa volonté de placer la nouvelle année sous la protection divine, tout en renforçant la cohésion interne et l'engagement au service du développement économique.

• Joël Yanclo

La journée du 7 janvier 2026 restera gravée dans les mémoires de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo comme un moment fort de spiritualité et de communion. Dès les premières heures de la matinée, le personnel et les responsables de la CCI-Togo se sont retrouvés à la Maison Kadhafi pour une prière musulmane d'action de grâce. Dans un climat empreint de recueillement, les fidèles musulmans ont invoqué la paix, la prospérité et la bénédiction d'Allah pour la réussite des projets de l'institution et la protection de l'ensemble de ses acteurs. Ce temps de prière a permis de confier à Dieu les ambitions et les défis de la CCI-Togo pour l'année 2026, tout en appelant à la sagesse et à l'unité dans l'accomplissement des missions consulaires. Il a également symbolisé l'attachement de l'institution aux valeurs de tolérance religieuse et de vivre-ensemble. Dans la même dynamique spirituelle, une messe d'action de grâce a été célébrée à la paroisse universitaire Saint Jean. Cette célébration chrétienne a été l'occasion de rendre grâce pour l'année écoulée, marquée par des efforts de réformes et de modernisation, mais aussi de formuler des intentions pour l'année 2026. Les fidèles ont prié pour la paix sociale, la stabilité de l'institution et la réussite de ses actions en faveur



du secteur privé togolais. La journée s'est poursuivie dans la soirée par un culte d'action de grâce, organisé après la cérémonie d'échange de vœux entre la hiérarchie consulaire, le personnel et les retraités de la CCI-Togo. La rencontre, tenue dans une atmosphère conviviale et fraternelle, a permis aux différents intervenants d'ex-



primer leurs vœux de santé, de paix et de succès pour la nouvelle année, tout en réaffirmant leur engagement collectif au service du développement économique du pays. À cette occasion, les retraités ont exprimé leur profonde reconnaissance au Président de la CCI-Togo pour la création de l'Association des retraités de la Chambre. Ils ont également renouvelé leur disponibilité à continuer d'accompagner l'institution, mettant leur expérience et leur expertise au service des générations actuelles.

Reconnaissance, leadership et vision partagée

Prenant la parole au nom de l'ensemble du personnel, la Directrice générale de la

CCI-Togo, Karine ADOTE-VI-EDOH, a présenté les vœux de nouvel an 2026 au Bureau consulaire. Elle a exprimé sa gratitude et son émotion après les temps d'action de grâce de la matinée, saluant la forte symbolique de cette démarche spirituelle. Dans son allocution, la Directrice générale a rendu un hommage appuyé aux collègues disparus et remercié le Bureau consulaire pour le soutien constant apporté au personnel ainsi qu'aux familles éplorées. Elle a également félicité le Président pour son leadership, les réformes engagées et la dynamique de modernisation impulsée au sein de l'institution. Réaffirmant l'engagement du personnel, elle a souligné la volonté collective de travailler dans un

esprit de responsabilité, de cohésion et de solidarité afin d'atteindre les objectifs stratégiques de la CCI-Togo. En réponse, le Président de la CCI-Togo, Dr José Kwassi SYMENOUEH, a salué l'engagement et la disponibilité des retraités, les encourageant à initier des projets que la Chambre s'est engagée à accompagner. À l'en-



droit du personnel, il s'est félicité du climat de vivre-ensemble et de collaboration observé au sein de l'institution. « Les défis ne peuvent être relevés qu'en travaillant ensemble, dans l'harmonie et l'esprit d'équipe », a-t-il rappelé, se disant convaincu que le nouvel organigramme mis en place renforcera la performance de la Chambre.

Institution tournée vers l'avenir

La journée de recueillement et de partage intervient dans un contexte de profondes mutations au sein de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo. Engagée dans un processus de réformes et de modernisation, la CCI-Togo ambitionne de renforcer son rôle d'interface entre le secteur privé et les pouvoirs publics. En plaçant l'année 2026 sous le signe de la foi, de l'unité et de la cohésion, l'institution consulaire affirme sa détermination à relever les défis économiques à venir et à contribuer activement à la croissance et au développement durable du Togo.



Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

Population en 2023 (FMI)

9,1 M

PIB/hab en 2023 (FMI)

1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

Agriculture Industrie Services



Source : tresor.economie.gouv.fr

Togo

IFC réaffirme son engagement en faveur du secteur privé

En visite officielle à Lomé pour la première fois depuis sa nomination, Nathalie Kouassi Akon, directrice régionale Golfe de Guinée de la Société financière internationale (IFC/SFI), dans une interview accordée à Togo First, a réaffirmé l'engagement de l'institution en faveur du développement du secteur privé togolais.

● Hélène Martelot

La mission intervient dans un contexte où le Togo cherche à renforcer l'attractivité de son économie, à mobiliser davantage de capitaux privés et à lever les contraintes structurelles qui freinent encore la montée en puissance des PME. Sur la période 2020-2025, l'IFC a investi et mobilisé environ 320 millions de dollars au Togo, un volume qualifié de « record » par la responsable régionale. Ces financements ont ciblé des secteurs stratégiques comme l'énergie, les télécommunications, l'industrie et les infrastructures, avec un objectif de stimuler la croissance économique par la création d'emplois, notamment au profit des jeunes et des femmes. Historiquement positionnée sur des projets structurants, port de Lomé, production indépendante d'électricité, l'IFC élargit progressivement son action vers des secteurs à fort impact social et productif. Parmi les investissements récents emblématiques figurent le soutien à TogoCom pour l'extension du très haut débit, le financement de Star Garments dans l'industrie textile, avec à la clé environ 4 500 emplois directs et indirects, et l'accompagnement de Zener dans le développement d'une énergie plus propre grâce à l'extension de ses capacités de stockage de gaz. Autant de projets qui participent à l'amélioration de la compétitivité du pays et à la diversification de son tissu productif.

La stratégie de l'IFC

Dans un environnement international marqué par le resserrement des conditions financières et les tensions géopolitiques, l'IFC adapte sa stratégie. L'institution privilégie désormais un rôle catalytique, visant à attirer les investisseurs privés plutôt qu'à se limiter à des financements directs. Au Togo, chaque dollar investi par la SFI a permis de mobiliser près de trois dollars supplémentaires auprès d'investis-



seurs privés, illustrant l'efficacité de cette approche fondée sur les prêts syndiqués, les émissions obligataires et les partenariats public-privé. Les priorités sectorielles restent alignées sur les axes définis avec le gouvernement togolais. L'énergie demeure un pilier central, avec l'ambition de porter le taux d'accès à l'électricité de 70 % à 90 % d'ici à 2030, dans le cadre de l'initiative Mission 300 du Groupe de la Banque mondiale. L'agriculture constitue un autre levier majeur, à travers le financement de l'agri-business, le renforcement des capacités des producteurs et le développement de solutions agri-tech pour structurer les filières. La logistique et les transports, essentiels au positionnement du port de Lomé comme hub régional, complètent ce triptyque stratégique.

Faire émerger les champions locaux

Un accent particulier est également mis sur l'émergence de champions locaux. L'IFC a lancé une initiative dédiée aux entreprises togolaises à fort potentiel, avec un accompagnement ciblé sur la gouvernance, la gestion financière et les normes environnementales et sociales, afin de les rendre éligibles à des financements de long terme. Cette approche répond à une réalité structurelle : une forte concentration du chiffre d'affaires entre un nombre limité de grandes entreprises, tandis que près de 90 % du tissu économique est composé de micro et petites entreprises souvent sous-capitalisées.

Doubler son portefeuille dédié aux PME

Pour répondre à ce déséqui-

libre, l'IFC prévoit de doubler son portefeuille dédié aux PME, en s'appuyant davantage sur les institutions de microfinance, les fintechs et les dispositifs de garanties. L'objectif est d'élargir l'accès au crédit tout en améliorant la transparence et l'impact réel des financements, notamment en faveur des entreprises dirigées par des femmes. En parallèle, un travail « en amont » est mené pour préparer les entreprises encore trop fragiles à accéder aux financements structurés. A moyen et long terme, les perspectives demeurent ambitieuses. D'ici à 2030, les besoins de financement sont estimés à environ 1,4 milliard de dollars dans l'énergie et à près d'un milliard de dollars dans l'agriculture. Pour y parvenir, l'IFC entend renforcer la coordination avec la Banque mondiale et MIGA, notamment à travers une représentation conjointe au Togo dès 2026, afin de mieux articuler investissements publics, privés et instruments de garantie. Dans un pays salué pour ses réformes, classé parmi les meilleurs réformateurs d'Afrique subsaharienne selon le classement Business Ready, l'IFC voit au Togo un partenaire stratégique de long terme. Si des freins subsistent, la dynamique engagée, combinée à une mobilisation accrue du capital privé, pourrait permettre à l'économie togolaise de changer d'échelle et de consolider sa trajectoire de transformation.

Coopération Togo-RDC

Visite de travail du Président Tshisekedi-Tshilombo à Lomé

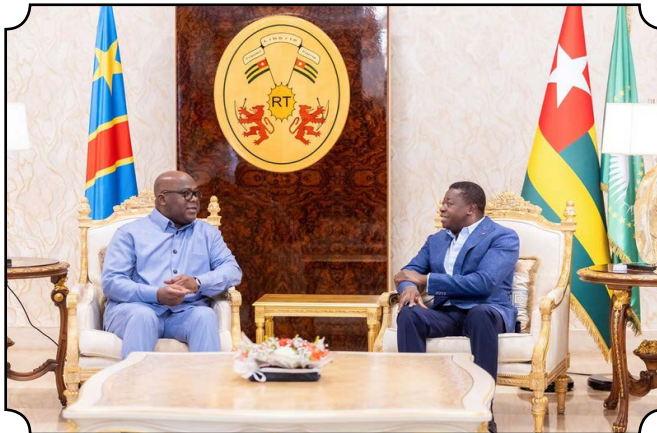
Le Président de la République Démocratique du Congo (RDC), Antoine Tshisekedi-Tshilombo, a effectué ce lundi 12 janvier 2026, une visite d'amitié et de travail à Lomé.

A son arrivée dans la capitale togolaise, le Chef de l'Etat congolais a été accueilli par le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé. Les deux hauts dirigeants ont eu ensuite une séance de travail consacrée essentiellement aux questions bilatérales, à la situation dans l'Est de la RDC et à l'intégration inter-régionale. Le Président du Conseil et le Président congolais ont eu des entretiens en tête-à-tête au cours desquels ils ont examiné la coopération entre Lomé et Kinshasa et réitéré leur volonté d'œuvrer davantage au renforcement de ce partenariat dans divers domaines d'intérêt commun. Ils ont évoqué également les questions de paix et de sécurité dans les différentes régions du continent en particulier dans la région des Grands Lacs qui connaît une instabilité aux conséquences économiques et humanitaires préjudiciables au développement. Le Président Antoine Tshisekedi-Tshilombo a félicité le Président du Conseil Faure Essozimna Gnassingbé

pour ses efforts de médiation en vue de trouver une solution durable à ce conflit dans l'Est de son pays, la République Démocratique du Congo (RDC). En rappel, le Président Faure Essozimna Gnassingbé est le médiateur

accord de paix entre la RDC et le Rwanda. La dernière visite du Président Antoine Tshisekedi-Tshilombo au Togo remonte à mars 2024.

Avec *presidenceduconseil.gouv.tg*



désigné de l'Union africaine pour la résolution de la crise dans la région des Grands Lacs. Depuis sa désignation par l'instance continentale en avril 2025, il a entrepris plusieurs missions diplomatiques qui ont contribué au rapprochement entre les parties prenantes, aux désescalades et à la signature d'un



Partenariat

L'Université de Kara et la CCI-Togo alignent formation et besoins de l'économie

L'Université de Kara (UK) et la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI-Togo) s'acheminent vers la signature d'un accord de partenariat destiné à renforcer les liens entre l'enseignement supérieur et le secteur privé. Les premières bases de cette collaboration ont été posées le lundi 12 janvier 2026, à l'issue d'une rencontre entre la présidente de l'UK, Prénom Houzou-Mouzou, et le commissaire en charge du secteur Services à la CCI-Togo, Pénébessou Limazié.

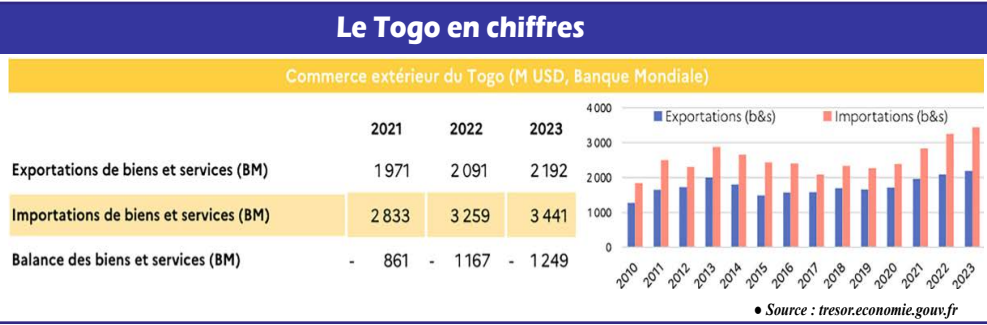
● Hélène Martelot

Au cœur des échanges figurait la nécessité de mieux arrimer les formations universitaires aux besoins réels du marché du travail, dans un contexte où l'employabilité des jeunes diplômés constitue un enjeu économique majeur. L'objectif affiché est de réduire le décalage entre compétences académiques et attentes des entreprises, en identifiant des filières porteuses et en renforçant les dispositifs d'immersion professionnelle, tels que les stages, l'alternance et les projets appliqués. La présidente de l'Université de Kara, à cette occasion, mis en avant les réformes engagées par l'institution, notamment la création et le renforcement d'instituts polytechniques et d'innovation. Ces structures, dotées de ressources humaines qualifiées, proposent des programmes orientés vers les compétences techniques, l'innovation et l'entrepreneuriat,



en phase avec les exigences croissantes du monde économique. De son côté, la CCI-Togo entend jouer un rôle de passerelle entre l'université et les entreprises. L'institution consulaire prévoit d'accompagner l'UK dans la conception de formations pratiques, le développement de projets collaboratifs et l'organisation d'ateliers ciblés, afin de répondre plus efficacement aux besoins des entreprises locales, notamment dans les secteurs des services, de l'industrie et du commerce. Cette initiative s'inscrit dans une dynamique plus large visant à bâtir un écosystème

de compétences au service de la croissance économique. Des discussions similaires ont déjà été engagées entre la CCI-Togo et l'Université de Lomé, traduisant une volonté commune de renforcer la synergie entre le monde académique et le tissu productif. A terme, ces partenariats pourraient contribuer à améliorer la productivité des entreprises, à favoriser l'insertion professionnelle des jeunes diplômés et à soutenir la transformation structurelle de l'économie togolaise, en misant sur le capital humain comme levier de développement.





M FAVOR ACADEMY
Le **1er et unique** centre de **Formation et de Certification**
en Domotique **KNX** de l'Afrique de l'Ouest.



Formation Immersive

Rejoins la génération connectée
des techniciens du futur.

Modules :

- ✓ Introduction à la domotique
- ✓ Formation théorique 10% pratique 90%
- ✓ Opportunités de carrière
- ✓ Attestation de fin de formation

Inscription

50 000 FCFA

Frais de formation :

150 000 FCFA

DATE DE LA FORMATION

19 au 20 et 22 au 23 Janvier 2026



ASSOCIATION WYCLIFFE-TOGO

311 rue 69 AFG, Quartier Aflao-Gakli B.P. 1525 Lomé-TOGO



<https://m-favor.com/immersion-knx>



+228 90449777 | +229 0161333235



🚀 OPPORTUNITÉ CARRIÈRE | EMPLOYABILITÉ & COMPÉTENCES

Dans un marché de plus en plus exigeant, ce ne sont plus les diplômes seuls qui font la différence, mais les compétences concrètes et l'employabilité.

🔗 La domotique KNX est aujourd'hui une compétence stratégique, recherchée dans les projets de bâtiments modernes : villas intelligentes, bureaux, hôtels, immeubles et sites industriels.

M FAVOR ACADEMY, le 1er Centre de formation et de certification en domotique KNX de l'Afrique de l'Ouest basé à Cotonou organise à Lomé:

📎 Formation immersive orientée compétences

- ✓ Théorie + forte pratique
- ✓ Câblage électrique & domotique KNX
- ✓ Programmation ETS6
- ✓ Cas réels de terrain
- ✓ Compétences directement valorisables sur le marché

📍 **Lomé**

📅 **1^{ère} session 19 au 20 & 2^e Session 22 au 23 Janvier 2026**

💰 Inscription : **50 000 FCFA**

💰 Frais de formation : **150 000 FCFA**

📞 Infos & inscription :

🔗 <https://m-favor.com/immersion-knx/>

Contact: +228 **90449777** / +229 **0195864003**

Réseau de fibre optique

Axian Telecom dépasse le cap d'1 million de foyers connectés

Axian Telecom, groupe panafricain de télécommunications, annonce avoir dépassé le seuil symbolique d'un million de foyers africains raccordés à son réseau de fibre optique. Portée par une forte croissance organique en 2025 et par l'intégration stratégique de Wananchi Group, cette performance illustre l'ambition du groupe de démocratiser l'accès à l'internet haut débit sur le continent.

● Wilson Lawson

Le cap du million de foyers connectés constitue une étape majeure dans le développement d'Axian Telecom. Cette progression est le résultat d'une stratégie combinant investissements continus dans les infrastructures et croissance externe ciblée. En 2025, le groupe a accéléré le déploiement de ses réseaux de fibre optique afin de répondre à une demande croissante d'accès à l'internet haut débit, tant dans les zones urbaines que périurbaines. L'un des leviers essentiels de cette expansion réside dans l'intégration de Wananchi Group au sein du périmètre d'Axian Telecom. Acteur reconnu du haut débit en Afrique de l'Est, Wananchi opère notamment sous les marques Zuku et Simbanet. Cette acquisition a permis à Axian d'élargir significativement sa couverture géographique, en consolidant sa présence au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda et au Malawi, des marchés où la fibre optique connaît une adoption rapide. Grâce à cette intégration, Axian Telecom a renforcé ses capacités techniques et commerciales, tout en accélérant le déploiement de services de fibre jusqu'au domicile (FTTH). Le groupe entend ainsi offrir des connexions plus rapides, plus stables et mieux adaptées aux besoins des ménages, des entreprises



et des institutions.

La fibre pour l'inclusion numérique et de développement

Au-delà de la performance chiffrée, ce jalon traduit la volonté d'Axian Telecom de jouer un rôle structurant dans l'inclusion numérique en Afrique. En élargissant l'accès à l'internet haut débit, le groupe contribue à réduire la fracture numérique qui freine encore le développement de nombreuses communautés. La connectivité à la fibre optique ouvre de nouvelles perspectives dans des secteurs clés tels que l'éducation, avec le développement de l'apprentissage en ligne, ou l'entrepreneuriat, en facilitant l'accès aux marchés numériques et aux services innovants. Elle soutient également la transformation numérique des administrations et des entreprises, renforçant ainsi la compétitivité des économies locales. En investissant massivement dans les infrastructures, Axian Telecom anticipe l'explosion des usages numériques et se positionne comme un acteur de référence de la connectivité

en Afrique.

Des investissements structurants pour soutenir la croissance

Présent dans plus d'une dizaine de marchés africains, Axian Telecom a multiplié ces dernières années les initiatives visant à renforcer son infrastructure numérique. L'année 2025 a été marquée par une mobilisation importante de ressources financières pour accompagner cette ambition. Le groupe a notamment réalisé une émission obligataire de 600 millions de dollars, destinée à soutenir l'expansion de ses réseaux fixes et mobiles. Ces financements ont permis d'accélérer le déploiement de la fibre optique, tout en consolidant les capacités du groupe à long terme. Dans un contexte où la demande de connectivité ne cesse de croître sur le continent, Axian Telecom entend poursuivre ses investissements afin d'élargir encore l'accès à l'internet haut débit et d'accompagner la transformation numérique de l'Afrique.

Financement

Le Bénin prévoit une émission de sukuk sur sept ans

Le Bénin envisage d'émettre un sukuk de référence d'une durée de sept ans et pourrait également procéder à un relèvement de ses obligations amortissables échéant en 2038 et 2041, libellées en dollars, afin de soutenir le financement de son budget, selon une présentation consultée par Reuters mardi.

Le relèvement envisagé cible les obligations du pays ouest-africain portant un coupon de 7,960% à échéance 2038 et de 8,375% à échéance 2041, avec des durées de vie moyenne pondérée respectives de 11,1 ans et 14,0 ans. Les obligations 2038 bénéficient de notes B1 (positive) attribuées par Moody's et BB- par Fitch, tandis que les titres 2041 sont notés BB par S&P et B+ par Fitch. Le sukuk, attendu en dollars et à taux fixe, devrait recevoir des notes B1 de Moody's et BB- de S&P. Tant le relèvement obligataire que le sukuk seront émis selon le format 144A/RegS, les fonds étant destinés à des besoins budgétaires généraux conformément aux lois de finances du Bénin. Citigroup, Emirates NBD Capital, HSBC et JPMorgan agiront en tant que chefs de



file conjoints pour le relèvement obligataire. Par ailleurs, Rothschild & Co interviendra en qualité de conseil financier. Pour l'émission du sukuk, Citigroup, Emirates NBD Capital, HSBC et JPMorgan assureront la coordination globale, tandis qu'Arqaam Capital, Citigroup, Emirates NBD Bank, HSBC et JPMorgan seront co-teneurs de livre. La structuration est confiée à HSBC et Emirates NBD Capital, avec un accompagnement conseil assuré par Galite Partners. Le Bénin, membre de

l'Union économique et monétaire ouest-africaine, est noté B1 (positive) par Moody's, BB- (stable) par S&P, et B+ (stable) par Fitch. La prochaine revue de notation du pays est prévue pour le 16 janvier. En janvier 2025, le Bénin a émis un Eurobond de 500 millions de dollars sur 16 ans et a refinancé une partie de son Eurobond 2032 grâce aux fonds issus d'un prêt de 500 millions d'euros partiellement financé par la Banque mondiale

© Reuters – 2026

Après le Ghana

Carrefour plante son fanion en Ethiopie grâce à un accord de franchise

130 millions d'habitants, l'Ethiopie représente un important marché pour le distributeur tricolore qui multiplie les implantations sur un continent où les modes de consommation évoluent rapidement.

Le géant français de la distribution Carrefour a annoncé, le lundi 5 janvier, son entrée imminente sur le marché éthiopien grâce à un accord de franchise et d'approvisionnement avec Queens Supermarket PLC, filiale du groupe privé local Midroc Investment Group. Selon les termes de l'accord, treize supermarchés existants Queens passeront sous bannière Carrefour Market dès cette année. Les deux partenaires prévoient également l'ouverture de 17 magasins supplémentaires d'ici 2028. «Carrefour soutiendra les équipes de Midroc dans la transformation de l'ensemble du réseau de magasins sous les enseignes Carrefour et dans la mise en œuvre d'un plan d'expansion ambitieux. Les premiers magasins seront rebaptisés d'ici le premier semestre 2026», a souligné le groupe dans un communiqué, indiquant que ce nouvel accord illustre la force et le dynamisme du modèle de franchise utilisé par l'enseigne. «Ce lancement en Ethiopie est une nouvelle étape importante dans la mise en œuvre de notre stratégie d'expansion internationale par franchise, qui nous a déjà



permis de franchir le cap des 3 000 magasins franchisés en octobre 2025», a déclaré Patrick Lasfargues, directeur des partenariats internationaux de Carrefour, cité dans le communiqué. «En tirant profit de notre connaissance approfondie du marché local éthiopien, du dévouement des équipes Midroc et de l'excellence de Carrefour, nous serons en mesure d'offrir aux consommateurs éthiopiens des produits de haute qualité à des prix abordables et une expérience qui répondra parfaitement à leurs attentes», a indiqué de son côté Jemal Ahmed, le directeur général de Midroc Investment Group, un conglomérat éthiopien qui opère notamment dans la distribution, l'agriculture, l'industrie manufacturière et l'exploitation minière. L'implantation de Carrefour en Ethiopie porte à 13 le

nombre de nouveaux pays intégrés sous franchise depuis 2022. Des pays où l'urbanisation et l'émergence de classes moyennes transforment les modes de consommation. Mi-décembre 2025, Carrefour avait annoncé son entrée sur le marché ghanéen de la distribution, dans le cadre d'un accord de franchise avec l'opérateur local Brands For All, qui prévoit la conversion de sept hypermarchés sous ses enseignes à partir d'avril 2026, avant l'ouverture de cinq nouveaux points de vente à l'horizon 2028. Le groupe Carrefour compte près de 15 000 magasins dans plus de 40 pays à travers le monde, dont une majorité en franchise ou en location-gérance. Il a réalisé un chiffre d'affaires de 94,6 milliards d'euros (110,5 milliards \$) en 2024.

Avec Agence Ecofin

Nigeria

La mine d'or Segilola atteint son objectif de production pour 2025

A la mi-2025, la production de la mine nigériane de Segilola affichait une hausse annuelle de 13 %, permettant à l'exercice de démarrer sur une dynamique positive. Son propriétaire, Thor Explorations, anticipait alors pour l'ensemble de l'année une production pouvant atteindre 95 000 onces d'or.

Segilola, la seule mine industrielle d'or en activité au Nigeria, a livré au total 91 910 onces d'or au cours de l'année 2025, selon un rapport financier publié mardi 13 janvier par son opérateur Thor Explorations. Une performance conforme avec la prévision de production annuelle, fixée entre 90 000 et 95 000 onces d'or par la société. «Nous sommes extrêmement heureux d'annoncer un dernier trimestre de production solide, qui a permis à la société d'atteindre notre objectif de production de 91 910 onces, ce qui se situait également dans la moitié supérieure des

prévisions de production initiales pour l'exercice 2025», a déclaré Segun Lawson, PDG de Thor. Après avoir déclaré une production cumulée de 68 191 onces sur les neuf premiers mois de l'exercice, Segilola a achevé l'année avec 23 719 onces coulées au quatrième trimestre. Ce niveau de production porte la performance annuelle de la mine en hausse de 8 % en glissement annuel par rapport à 2024. Cette progression s'inscrit dans un contexte porteur pour l'or, dont les prix ont crû de plus de 70 % sur l'année écoulée, enchaînant les records. Une conjoncture favorable qui a notamment

permis à Thor d'enregistrer un «chiffre d'affaires trimestriel record» de 108 millions USD. La publication des résultats financiers consolidés de la société permettra d'apprécier plus précisément les profits effectivement dégagés sur l'exercice 2025. Si l'or entame l'exercice 2026 sur un nouveau record, à près de 4 600 USD l'once, les perspectives opérationnelles à Segilola apparaissent en revanche plus contrastées. Thor Explorations anticipe en effet une production comprise entre 75 000 et 85 000 onces d'or pour l'exercice en cours.

Avec Agence Ecofin



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mardi 13 janvier 2026

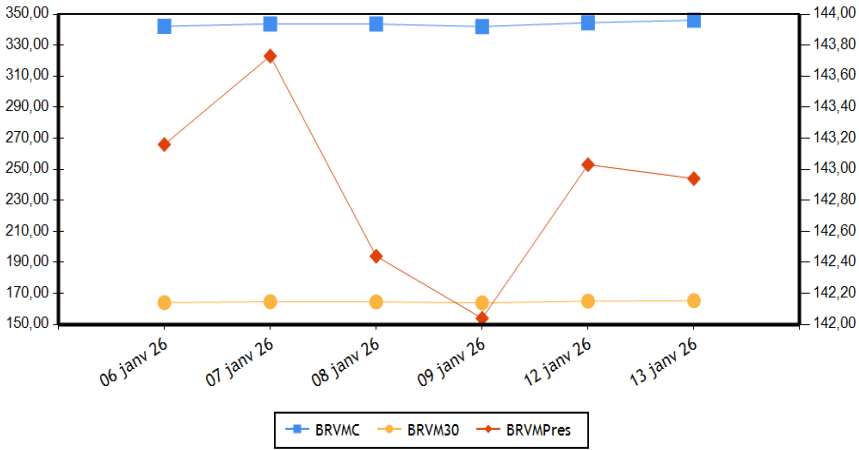
N° 8

BRVM COMPOSITE	346,06
Variation Jour	0,46 %
Variation annuelle	0,09 %

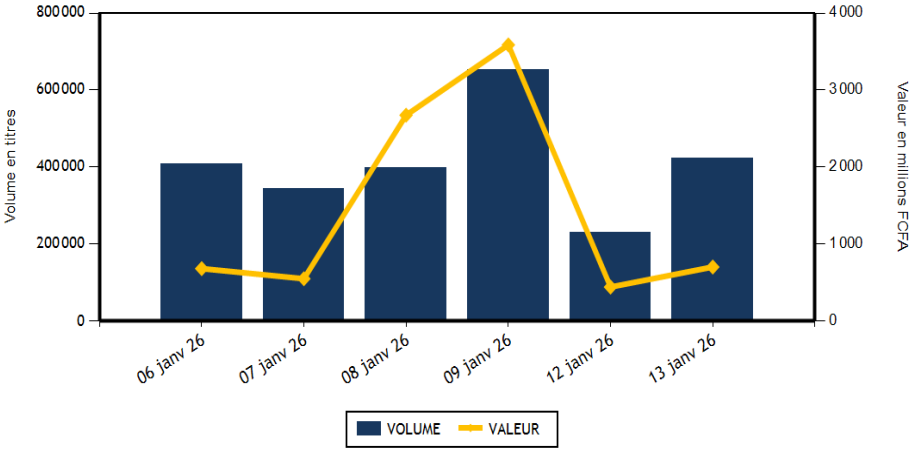
BRVM 30	165,38
Variation Jour	0,21 %
Variation annuelle	-0,52 %

BRVM PRESTIGE	142,94
Variation Jour	-0,06 %
Variation annuelle	-0,91 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	13 342 662 032 571	0,46 %
Volume échangé (Actions & Droits)	421 848	83,81 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	687 038 961	56,47 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	23	4,55 %
Nombre de titres en baisse	19	5,56 %
Nombre de titres inchangés	5	-28,57 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNILEVER CI (UNLC)	40 445	7,50 %	18,17 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	6 350	6,19 %	8,55 %
SETAO CI (STAC)	1 265	5,42 %	-4,53 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	23	4,55 %	0,00 %
SICOR CI (SICC)	3 700	4,08 %	12,12 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	142,94	-0,06 %	-0,91 %	15 841	207 616 580	10,65
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	222,71	1,31 %	2,32 %	406 007	479 422 381	13,58

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	133,26	0,46 %	0,09 %	421 848	687 038 961	11,74

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	92,78	-0,17 %	-2,23 %	3 632	61 565 425	9,53
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	163,99	-0,21 %	-5,22 %	26 464	38 322 915	58,81
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	147,99	0,78 %	1,46 %	218 786	276 968 456	9,80
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	220,87	1,28 %	2,22 %	10 309	90 765 930	11,26
BRVM - INDUSTRIELS	6	140,11	1,14 %	5,88 %	149 292	181 541 970	10,08
BRVM - ENERGIE	4	113,51	0,29 %	2,34 %	6 086	18 559 630	14,13
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	110,41	0,32 %	4,26 %	7 279	19 314 635	10,10

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	11,74
Taux de rendement moyen du marché	7,57
Taux de rentabilité moyen du marché	9,46
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	179

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	11 364 342 387 336	-0,04 %
Volume échangé	1 540	541,67 %
Valeur transigée (FCFA)	14 872 500	530,56 %
Nombre de titres transigés	2	-33,33 %
Nombre de titres en hausse		
Nombre de titres en baisse		
Nombre de titres inchangés	2	-33,33 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NEI-CEDA CI (NEIC)	1 150	-4,17 %	-4,17 %
EVIOSYS PACKAGING SIEM CI (SEMC)	1 100	-3,08 %	57,14 %
SAFCA CI (SAFC)	3 260	-2,69 %	-1,36 %
SOLIBRA CI (SLBC)	28 865	-1,99 %	-0,12 %
ONATEL BF (ONTBF)	2 415	-1,43 %	-2,82 %

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	9,43
Ratio moyen de satisfaction	24,62
Ratio moyen de tendance	260,98
Ratio moyen de couverture	38,32
Taux de rotation moyen du marché	0,04

Suisse

Un bénéfice attendu de 26 milliards pour la banque centrale

Si ce montant se confirme, grâce à la flambée de l'or, 4 milliards seront reversés à la Confédération et aux cantons.

La Banque nationale suisse (BNS) s'attend à dégager un bénéfice de l'ordre de 26 milliards de francs suisses pour 2025 et compte en reverser 4 milliards à la Confédération et aux cantons, a-t-elle annoncé vendredi. La flambée des cours de l'or a fait gonfler la valeur de son stock de métal jaune, générant une plus-value de 36,3 milliards de francs, a-t-elle indiqué dans un communiqué. Elle a en revanche subi une perte d'environ 9 milliards de francs sur ses positions en monnaies étrangères et de 0,9 milliard de francs sur ses positions en francs. Il s'agit de chiffres provisoires, précise la Banque nationale suisse (BNS) qui doit publier ses résultats complets pour l'exercice 2025 le 2 mars. Les résultats de la BNS sont toujours très attendus dans la mesure où elle redistribue une partie de son bénéfice à la Confédération et aux cantons. Ces versements constituent une manne financière importante pour les budgets



des cantons. En 2022 et en 2023, elle avait dû renoncer à ces versements, après de lourdes pertes deux années de suite. Mais en 2024, elle avait pu les reprendre, après avoir dégagé un bénéfice colossal de 80,7 milliards de francs, dopé par l'envolée des marchés financiers. Elle avait redistribué 3 milliards de francs à la Confédération et aux cantons.

Un portefeuille sujet à fluctuations

En 2025, elle compte leur redistribuer 4 milliards de francs, un tiers de cette somme revenant à la Confé-

dération et deux tiers aux cantons. Pour mener sa politique monétaire, la BNS s'appuie sur un vaste portefeuille d'actions, obligations et devises étrangères, gérées de manière dite passive, l'objectif étant de reproduire la composition des marchés et indices boursiers (et non pas de sélectionner des titres pour générer des gains). Mais ce portefeuille qui lui sert d'outil pour sa politique monétaire est en conséquence sujet à de fortes fluctuations d'une année sur l'autre, au gré de l'évolution des marchés.

(afp)

États-Unis

Uber dévoile son robotaxi censé défier Waymo

Le véhicule tout électrique à six places est une version modifiée du SUV «Gravity» de Lucid.

Uber et le constructeur électrique de luxe Lucid ont dévoilé lundi à Las Vegas leur futur robotaxi, destiné à concurrencer dès cette année Waymo, le leader mondial des voitures sans chauffeur, dans son propre jardin de San Francisco. Ce véhicule tout électrique à six places, contre quatre pour les Jaguar de Waymo, est une version modifiée du SUV «Gravity» de Lucid, équipée d'une batterie de capteurs (caméras, radars, lidar et ultrasons), le tout piloté par le logiciel de la start-up Nuro avec les puces du géant Nvidia. Ce prototype, dévoilé à l'hôtel-casino Fontainebleau à la veille du salon technologique CES de Las Vegas, est une étape dans le projet de Nvidia et Uber annoncé cet automne: déployer 100'000 robotaxis à partir de 2027, en collaboration avec plusieurs constructeurs différents. Les partenaires ont confirmé avoir débuté en décembre des tests de conduite autonome dans la baie de San Francisco. Supervisés par un humain à bord, ces essais précèdent le lancement commercial, toujours prévu «plus tard en 2026», sous réserve d'approbation du régulateur californien.



2000 voitures de Waymo dans cinq villes

L'habitacle se veut rassurant pour le grand public: des écrans permettent de visualiser en temps réel l'environnement capté par l'ordinateur (piétons, feux, trafic), d'ordonner des arrêts et de régler la musique ou la température, y compris du siège. Le véhicule est doté d'un module de toit baptisé «Halo», intégrant une partie des capteurs et destiné à communiquer avec les piétons, via des LED affichant les initiales du client, tout comme le petit dôme sur le toit des Waymo. Ce déploiement marquerait le retour d'une concurrence frontale pour Waymo (filiale d'Alphabet), qui jouit actuellement d'un quasi-mono-

pole sur les robotaxis à San Francisco depuis le retrait de Cruise fin 2023. Waymo, qui fait rouler quelque 2000 voitures sans chauffeur dans cinq villes aux États-Unis, a fait de San Francisco sa vitrine, et prévoit d'opérer dans une dizaine de villes américaines d'ici la fin de l'année. Près de la moitié de sa flotte sillonne en permanence les collines proches du Golden Gate, où elle est devenue une véritable attraction touristique. Une filiale d'Amazon, Zoox, a ouvert un accès limité au public pour ses véhicules sans chauffeur et sans volant à San Francisco. Les robotaxis de Tesla sont aussi présents en petit nombre, mais avec encore un chauffeur surveillant la conduite autonome.

(afp)

L'ÉCO EN BREF

France : la réduction des émissions de gaz à effet de serre patine

La baisse des émissions de gaz à effet de serre a marqué le pas en France l'an dernier, avec un recul estimé à seulement -1,6 %, près de trois fois moins que le rythme nécessaire pour tendre vers la neutralité carbone. Comme l'Allemagne et d'autres pays riches, la France décélère au lieu

d'accélérer sur le climat, malgré les records de chaleur et la hausse tendancielle des factures d'événements météo extrêmes, au moment où la volonté politique s'étiole en

Europe. Les transports, les bâtiments (chauffage, climatisation...) et l'énergie sont les secteurs les plus en retard dans leur transition vers le bas carbone.



Batteries électriques : Volvo cars échoue à trouver un partenaire à Göteborg

Le fabricant automobile suédois Volvo Cars, contrôlé par

le chinois Geely, a échoué à trouver un partenaire pour fabriquer des batteries élec-

triques à Göteborg (sud-ouest) et licencie les 75 personnes qui travaillaient à ce projet. Volvo Cars avait repris la totalité des parts du fabricant suédois de batteries Northvolt, qui a fait faillite en mars 2025, dans leur coentreprise Novo Energy.



A l'Assemblée, le retour périlleux du budget dans l'hémicycle

Faute d'accord trouvé en fin d'année, le projet de budget de l'Etat revient mardi dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale, sans majorité en vue et avec, en toile de fond, un recours au 49.3 qui paraît de plus en plus difficile à éviter. Un moment décisif pour le Premier ministre Sébastien Lecornu, de nouveau sous

la menace d'être censuré, et qui joue sa crédibilité.



Les réseaux sociaux nuisent gravement à la santé des ados, alerte l'Anses

L'usage des réseaux sociaux nuit à la santé mentale des adolescents, en particu-

lier celle des filles, estime l'agence française de sécurité sanitaire, au moment où plusieurs textes visant à les

interdire pour les moins de 15 ans sont en préparation. S'ils ne sont pas la cause unique de la dégradation de la santé mentale des ados, les effets négatifs des réseaux sociaux, tout récemment proscrits pour les moins de 16 ans en Australie, sont «nombreux» et «documentés», affirme l'Anses dans un avis publié mardi, fruit de cinq ans de travaux d'un comité d'experts pluridisciplinaire.



(Sélection AFP et Reuters)

Boissons sucrées, alcool

L'OMS alerte sur une fiscalité qui favorise maladies et violences

À mesure que les boissons sucrées et l'alcool deviennent plus abordables, les pathologies qu'elles alimentent gagnent du terrain. Obésité, diabète, maladies cardiovasculaires, cancers, traumatismes liés à la violence ou aux accidents : pour l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la tendance est inquiétante, en particulier chez les enfants et les jeunes adultes.

Dans deux rapports mondiaux publiés mardi, l'agence onusienne appelle les gouvernements à renforcer nettement les taxes sur les boissons sucrées et les boissons alcoolisées. En cause, des systèmes fiscaux jugés trop faibles, qui maintiennent à bas prix des produits nocifs alors que les systèmes de santé, eux, subissent une pression croissante liée à des maladies et des blessures pourtant largement évitables. « Les taxes sanitaires comptent parmi les outils les plus puissants dont nous disposons pour promouvoir la santé et prévenir les maladies », déclare le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, dans un communiqué publié à l'occasion de la sortie des rapports. « En augmentant les taxes sur des produits tels que le tabac, les boissons sucrées et l'alcool, les gouvernements peuvent réduire les



consommations nocives et dégager des ressources pour financer des services de santé essentiels ».

Des profits privés, des coûts publics

Le marché mondial combiné des boissons sucrées et alcoolisées génère des milliards de dollars de profits. Mais les États n'en récupèrent qu'une part marginale par le biais de taxes motivées par des objectifs de santé publique. Résultat, les bénéfices sont privatisés,

tandis que les coûts sanitaires et économiques – hospitalisations, soins de long terme, pertes de productivité – sont supportés par les sociétés. Selon les rapports, au moins 116 pays taxent les boissons sucrées, principalement les sodas. Mais de nombreux produits à forte teneur en sucre, tels que les jus de fruits à 100 %, les boissons lactées sucrées ou encore les cafés et thés prêts à consommer, échappent largement à ces dispositifs. Si 97 % des pays taxent les boissons énergisantes, cette proportion stagne

depuis 2023. S'agissant de l'alcool, au moins 167 pays appliquent des taxes, tandis que 12 l'interdisent totalement. Pourtant, dans la plupart des États, l'alcool est devenu plus abordable ou n'a pas augmenté depuis 2022. Les taxes n'ont pas suivi l'inflation ni la hausse des revenus. Le vin reste



même exonéré de toute taxation dans au moins 25 pays, essentiellement en Europe, malgré des risques sanitaires bien établis.

Une fiscalité qui ne suit pas

« Un alcool plus abordable alimente la violence, les blessures et les maladies », souligne Etienne Krug, directeur du département des déterminants de la santé à l'OMS. « Pendant que l'industrie engrange des profits, la population supporte souvent les conséquences sanitaires et la société, les coûts économiques ». L'OMS observe que, dans toutes les régions du monde, la part des taxes reste faible. La médiane mondiale des droits d'accise atteint 14 % pour la bière et 22,5 % pour les spiritueux. Pour les boissons sucrées, la situation est encore plus marquée. La taxe médiane ne représente qu'environ 2 % du prix d'un soda courant et ne concerne souvent qu'une fraction du marché. Rares

sont les pays qui ajustent ces taxes à l'inflation, laissant ainsi ces produits devenir progressivement plus accessibles.

Un soutien de l'opinion, une initiative globale

Ces choix politiques contrastent avec l'opinion publique. Un sondage Gallup réalisé en 2022 montrait que la majorité des personnes interrogées soutenaient une hausse des taxes sur l'alcool et les boissons sucrées. L'OMS appelle désormais les États à relever et à repenser ces taxes dans le cadre de sa nouvelle initiative « 3 d'ici 35 », qui vise à augmenter, d'ici à 2035, les prix réels du tabac, de l'alcool et des boissons sucrées. L'objectif affiché est de les rendre moins abordables au fil du temps, et d'enrayer une dynamique sanitaire que l'agence juge évitable.

Avec news.un.org

HOROSCOPE finance

Bélier Hâtez-vous de régler factures, contraventions éventuelles, impôts, de payer vos dettes. Vous éviterez ainsi d'attirer des complications et des poursuites qui vous mettraient de très mauvaise humeur et vous coûteraient inutilement cher. Les astres ne vous feront pas de cadeaux aujourd'hui.

Taureau Le Soleil va mettre le domaine financier momentanément en vedette. Pour le meilleur, peut-être, mais sous réserve que vous veilliez à ne pas dépenser sans compter ou, si vous avez placé vos économies en Bourse, à ne pas prendre trop de risques.

Gémeaux Cette journée demandera beaucoup de circonspection dans les transactions. Vous serez sollicité par quelqu'un qui vous flattera dans un but intéressé : soyez sur vos gardes.

Cancer Journée facile et sans souci en ce qui concerne les finances. Mercure vous soufflera de bonnes idées pour améliorer vos revenus ou votre gestion. Vénus, de son côté, vous vaudra une bonne dose de chance.

Lion Attendez de préférence encore quelques jours pour tenter de régler des problèmes financiers compliqués. Bien soutenu par la planète Saturne, vous ferez alors preuve d'une extraordinaire lucidité.

Vierge Gardez votre compte en banque sous haute surveillance, histoire de ne pas avoir de trop mauvaises surprises. Vous serez en effet tenté de dépenser à tort et à travers et de vivre nettement au-dessus de vos moyens.

Balance Votre secteur des biens acquis en association abritera Saturne, qui n'est pas très réputé pour ses largesses financières. Cela laisse présager que votre situation financière ne sera pas reluisante et qu'il faudra encore faire attention à ne pas vous engager dans des dépenses superflues.

Scorpion Sur le plan financier, des conflits sont possibles en ce qui concerne un investissement au sein d'une association. Organisez-vous pour ne pas avoir à supporter un procès qui risquerait de vous coûter cher en argent et en tranquillité d'esprit. En cas de litige, recherchez toujours une solution à l'amiable.

Capricorne La journée accusera de multiples retards ou échecs sur le plan associatif, où les natifs devraient évoluer avec une marge de manoeuvre extrêmement réduite et une chance particulièrement faible. D'autre part, étudiez soigneusement les propositions financières qui vous seront faites, avant de donner votre accord. Tous ces beaux projets risquent, en effet, de s'effondrer comme des châteaux de cartes.

Sagittaire Vous aurez envie de courir deux lièvres à la fois, partagé entre le désir d'accroître votre patrimoine et celui de le dilapider en menant une grande vie pour éblouir l'élu de votre cœur. Attention ! Prêtez une oreille attentive à la voix de la raison afin de ne pas vous retrouver bientôt sur la paille.

Verseau Evitez de prendre des engagements financiers qui, non reconduits dans quelques mois, se traduiraient par autant de pertes sèches. Par ailleurs, ne faites pas le gros achat que vous envisagez.

Poisson Bon équilibre financier, en principe. Les impacts planétaires de la journée devraient vous permettre d'améliorer légèrement vos revenus ou, tout au moins, de mieux organiser votre budget, ce qui vous permettra d'éviter certaines dépenses inutiles.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Télésou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Vivien ATAHPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

QUI VOUS INFLUENCE ?

Nous vivons aujourd'hui une période empreinte de crise de modèle et de référence sans précédent ainsi que d'une crise identitaire assez prononcée. C'est-à-dire que beaucoup de gens sont perdus eux-mêmes et ne savent pas vraiment qui ils sont, n'arrivent pas à clarifier leur mission de vie sur terre et se cherchent. Pour se retrouver et se connaître, ils cherchent donc dans leur environnement proche ou lointain des personnes à qui ils peuvent s'identifier et qui pourront les guider dans la quête de leur personnalité ou tout au moins des gens de qui ils peuvent s'inspirer pour atteindre leurs objectifs professionnels comme personnels. Ce que je comprends parfaitement. Pourquoi je parle de crise de modèle et de référence ?

- Quand vous prenez par exemple le monde de la politique, beaucoup pensent que c'est l'un des meilleurs moyens pour s'enrichir rapidement à partir du moment où l'on sait mentir, rouler les populations dans la farine, faire des promesses en sachant pertinemment qu'on ne les honorera pas, faire du populisme et dire aux gens ce qu'ils veulent entendre. Être un politicien correct ou être fidèle à un engagement est devenu le péché à ne pas commettre, même les populations vous insultent si vous semblez faire preuve d'un peu d'honnêteté en relatant la vérité. La compétition en politique rime à être le meilleur détourneur ou menteur. C'est pratiquement le profil de la plupart des politiciens partout dans le monde.

- Les relations sont faites aujourd'hui de trahisons, de déceptions, de roublardises et de mensonges. Il suffit même d'apprendre des histoires des personnes que l'on considère comme des modèles de réussite en couple, en amitié et l'on finit par en être extrêmement surpris et déçu. Les gens peuvent afficher une posture donnée en publique mais dans les faits, elles ne sont pas ce qu'elles paraissent.

- En entreprise, le gain facile et l'avidité font que, ceux qui semblent se dégager comme des modèles de réussite, sont rapidement rattrapés par des scandales de faux et on se rend compte que leur modèle de réussite n'était basé que sur du people, de l'escroquerie et de l'imposture.

Finalement c'est tout comme si pour réussir dans le monde d'aujourd'hui, il faut être tout, sauf correct et vrai et ceux qui se dégagent comme modèle ou référence semblent confirmer cela. Souvent les gens pensent avoir découvert leur personnalité à travers par exemple un acteur de cinéma, une vedette de la chanson, un entrepreneur, un politicien, un pasteur, un imam... mais ils se limitent en général à ce qu'ils voient à la télé, dans les magazines, dans les soirées de récompenses ou encore sur les réseaux sociaux sans connaître la vraie vie de ces gens. Ainsi on voit des gens décider de changer de sexe, de faire des tatouages, de changer de mode vestimentaire, de régime alimentaire, de religion, de divorcer...juste parce que leur modèle ou idole a fait pareil et donc le changement



de personnalité ou les choix de vie vont au rythme des variations du modèle et de l'idole.

Il se trouve que beaucoup de gens identifiés comme modèles sont eux-mêmes dans des crises identitaires plus aiguës en tout cas pour certains, et dans leur quête d'identité font des choix pour le moins assez bizarre. Il y en a qui deviennent bipolaires, multipolaires...Certains font des choix que le commun des mortels ne comprend pas, lesquels choix sont dus au fait que leur métier ou vie ne semble plus leur procurer du plaisir et de la joie. Et ils cherchent donc à pimenter leur existence à travers des goûts et des orientations pour le moins contre nature.

Vous comprenez que suivre des gens dont on ne sait rien de la vraie vie, peut conduire à la perte de valeurs et de principes ou à des choix qui peuvent compromettre notre vie ou notre carrière.

Je trouve la quête de référence et de modèle assez intéressante parce qu'on n'a pas besoin forcément de recréer la roue. Si vous souhaitez devenir un entrepreneur à succès, faire de la politique, un artiste de la chanson ou autres, un docteur, un ingénieur ou un architecte, un pasteur ou prêtre..., c'est un bon réflexe que de chercher quelqu'un qui a déjà fait ou qui est en train de réussir ce que vous désirez accomplir également. Mais bien avant cela, il faut que vous répondiez aux trois points suivants :

1. **Quels sont les objectifs que vous souhaitez atteindre ?**
2. **Quelles sont les valeurs et principes sur lesquels vous voudriez baser votre réussite ?**
3. **Quelle trace ou héritage souhaitez-vous laisser ?**

Si vous avez pu répondre à ces questions. C'est top. Nous avons des personnages, qui ont traversé

l'histoire de l'humanité, de nos pays ou de nos familles et communautés qui ont faits des choses extraordinaires à tel point qu'ils continuent de nous inspirer et influencer : Nelson Mandela, Bob Marley, Kwame N'Nkrumah, Marcus Garvey, Bouddha, Jésus Christ, Mahomet (que la paix et la miséricorde d'Allah soient sur lui), Thomas Sankara, Patrice Lubumba, Djagou Kouakou, Fotso...

Maintenant faites passer par un faisceau d'analyse la/les personnes que vous avez identifiée(s) comme modèle, mentor, source d'influence...

1. **Quels sont les résultats passés (la personne n'est plus de ce monde) ou actuels (la personne est toujours de ce monde) de la personne.**
2. **Quels sont les valeurs et principes de la personne ?**
3. **Quelle trace ou héritage la personne a laissé ou est entrain de laisser ?**

Sachez que vous pouvez réussir brillamment ou échouer lamentablement parfois en fonction de qui vous laissez vous influencer.

A l'orée de la nouvelle année, sachez choisir ceux avec qui vous allez cheminer et surtout ceux qui peuvent vous influencer, cela peut avoir une grande importance dans la réussite de votre année.

Que la paix soit avec vous !

GANDONOU S. Marcellin
CEO SENAKPON GROUP
m.gandonou@senakpon.com
Consultant – Auteur – Coach – Conférencier international.

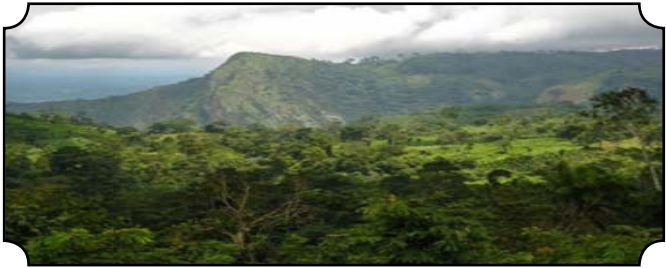
Forêts et climat

Le Togo investit dans la filière semencière

Le Togo s'est doté d'un Centre national de semences forestières (CNSF), une nouvelle infrastructure destinée à renforcer la politique forestière nationale et à soutenir les objectifs économiques liés à la transition écologique. Officiellement lancé en fin de semaine dernière par le ministère de l'Environnement, des Ressources forestières, de la Protection côtière et du Changement climatique, ce centre ambitionne de structurer une filière semencière forestière performante, encore peu développée dans le pays.

● *Hélène Martelot*

Placée sous la tutelle technique de l'Office de Développement et d'Exploitations des Forêts (ODEF), la nouvelle structure aura pour mission principale de produire et de diffuser des semences forestières de qualité, répondant à des standards physiologiques, génétiques et sanitaires adaptés aux différentes zones agroécologiques du Togo. À terme, cette démarche devrait améliorer les rendements des programmes de reboisement, réduire les pertes liées à l'utilisation de semences non certifiées et optimiser les investissements publics et privés dans le secteur forestier. Au-delà de l'enjeu environnemental, le CNSF s'inscrit dans une logique économique. En sécurisant l'approvisionnement en matériel végétal de qualité, le centre contribuera à la restauration durable des forêts, à l'amélioration du couvert végétal et au développement de chaînes de valeur liées



au bois, à l'agroforesterie et aux services écosystémiques. Ces secteurs représentent un potentiel de revenus et d'emplois encore largement sous-exploité, notamment dans les zones rurales. Le centre jouera également un rôle clé dans la recherche et l'innovation, à travers l'appui aux études sur les espèces menacées, la conservation des ressources génétiques forestières et la certification des semences destinées à la commercialisation ou aux programmes nationaux de reboisement. Les activités de prospection des aires naturelles de répartition des espèces et les études phénologiques permettront d'optimiser les périodes de récolte, réduisant ainsi les coûts et améliorant l'efficacité des opérations. Sur le plan

socio-économique, la mise en place du CNSF devrait favoriser la création d'emplois spécialisés, notamment pour les techniciens forestiers, les chercheurs, les conservateurs de semences et les acteurs de la chaîne de production et de distribution. Elle ouvre également des perspectives pour le développement d'un marché local de semences forestières certifiées, susceptible d'attirer des partenariats avec des projets de reboisement, des ONG et des investisseurs engagés dans les mécanismes de financement climatique. Avec cette initiative, le Togo s'aligne sur les bonnes pratiques observées dans plusieurs pays de la sous-région ouest-africaine, tels que le Burkina Faso et le Sénégal, déjà dotés de centres similaires.

Métiers de l'architecture

La 43ème session du C.A. de l'EAMAU sous le signe des réformes et de l'innovation

L'Ecole africaine des métiers de l'architecture et de l'urbanisme (EAMAU) a entamé, le lundi 12 janvier à Lomé, les travaux de sa 43è session de son Conseil d'administration sous le signe des réformes et de l'innovation.

La rencontre a réuni des experts de 14 pays africains. Elle porte sur des enjeux majeurs de développement de l'EAMAU dans la dynamique de la consolidation d'innovations et de pousser la nouvelle éducation déjà marquée par le développement significatif. Durant 3 jours, les participants vont suivre le rapport des activités ordinaires 2025 des instances dirigeantes, de discuter, entre autres, de la réforme des textes statutaires, du développement de la recherche par la mise en place d'une école doctorale et de l'amélioration du cadre sociale et académique. Ils vont aussi réfléchir sur l'organisation du cinquantenaire de l'EAMAU pour poser un regard rétrospectif et dégager des perspectives nouvelles et l'élaboration d'un plan stratégique, seul gage d'un développement harmonieux et innovant. Le ministre délégué chargé de l'Enseignement



supérieur et de la Recherche scientifique du Togo, le Professeur Gado Tchangbedji, a rappelé que l'EAMAU représente un partenaire essentiel pour accompagner la dynamique, eu égard à son potentiel de formation des jeunes architectes et urbanistes au profit du continent africain. Il a indiqué que le Togo réaffirme son attachement constant à l'EAMAU. « Nous sommes convaincus que l'Afrique a besoin de plus d'architectes, d'urbanistes, de planificateurs capables de concevoir des villes résilientes, durables inclusives et pleinement adaptées aux réalités africaines et

aux mutations actuelles que connaît le monde », a-t-il précisé. Le directeur général de l'EAMAU, Dr Malam Boukar Awa Krou, a indiqué qu'il reste convaincu que les réflexions nourries, qu'ils sont appelés à faire pendant ces 3 jours, permettront de raffermir davantage les élans nouveaux que soufflent leur institution commune. « Grâce à votre engagement votre expertise éclairée, l'EAMAU continuera de s'affirmer comme un outil stratégique au service du développement urbain, architectural et territorial de notre continent », a-t-il précisé.

Avec ATOP/FD/SED

Nucléaire

Le Togo adhère à des conventions internationales

Engagé depuis plusieurs années dans la modernisation de son dispositif juridique lié au nucléaire, le gouvernement Togolais a adopté, en Conseil des ministres, trois projets de loi autorisant l'adhésion du pays à des conventions internationales en matière de sûreté, de sécurité et de gestion des urgences nucléaires et radiologiques.

● *Wilson Lawson*

Les trois projets de loi adoptés par l'exécutif togolais portent sur des instruments juridiques internationaux essentiels à la gouvernance moderne du nucléaire. Ils concernent notamment la notification rapide d'un accident nucléaire, l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique, ainsi que la protection physique des matières nucléaires. Ces conventions, une fois ratifiées par l'Assemblée nationale, permettront au Togo de s'inscrire pleinement dans un cadre juridique harmonisé au niveau international. Elles favorisent le partage d'informations en temps réel, l'échange de bonnes pratiques et la mutualisation des expertises techniques entre États parties. Elles renforcent également les capacités nationales en matière de prévention, de réponse et de gestion des situations d'urgence liées aux risques nucléaires ou radiologiques. Concrètement, ces instruments offrent au pays un accès rapide aux mécanismes d'assistance internationale en cas d'incident, garantissent une notification précoce et transparente des



accidents nucléaires et facilitent la coopération internationale face aux menaces intentionnelles ou accidentelles impliquant des matières nucléaires.

Au service de la sécurité et du développement

L'adhésion à ces conventions traduit une volonté claire des autorités togolaises de consolider un cadre national de sûreté et de sécurité nucléaire conforme aux standards internationaux. Elle s'inscrit dans une vision nationale visant à promouvoir l'usage pacifique du nucléaire civil dans divers secteurs, notamment la santé, l'agriculture, l'énergie et la recherche scientifique. Au-delà de la dimension technique, ces engagements renforcent la protection des populations, de l'environnement et des infrastructures critiques. Ils contribuent également à prévenir les risques liés au trafic illicite de matières nucléaires et à lutter efficacement contre les actes malveillants susceptibles de

compromettre la sécurité nationale et régionale. Pour le Togo, il s'agit aussi d'un signal fort adressé à la communauté internationale : celui d'un pays résolument engagé dans une coopération responsable et proactive, fondée sur la transparence, la solidarité et le respect des normes internationales en matière de sécurité nucléaire.

Acteur responsable de la gouvernance nucléaire

Depuis septembre dernier, le Togo siège au Conseil des gouvernements de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), une instance stratégique chargée d'orienter les politiques et les programmes de l'organisation. Ce statut confère au pays une responsabilité accrue dans la gouvernance mondiale du nucléaire et renforce la nécessité d'aligner son cadre juridique interne sur les exigences et engagements internationaux. En s'appropriant à ces conventions, le Togo confirme ainsi son ambition de jouer un rôle crédible et responsable dans le concert des nations, tout en consolidant les fondements juridiques de sa politique de sûreté et de sécurité nucléaires.

Liga

João Cancelo fait son grand retour au FC Barcelone

C'était dans l'air du temps, c'est à présent officiel. João Cancelo fait son grand retour au FC Barcelone.

Hans Dieter Flick a enfin reçu son cadeau de Noël. Avec quelques jours de retard, le technicien allemand va pouvoir compter sur le défenseur qu'il réclamait à Deco depuis plusieurs semaines. Initialement, le coach du FC Barcelone avait demandé à son directeur sportif un défenseur central gaucher. Mais en explorant le marché des transferts, les deux hommes n'ont pas trouvé leur bonheur. En effet, les joueurs ciblés ne correspondaient pas aux exigences financières et parfois même sportives du club culé. En concertation, Deco et Flick ont donc décidé de s'orienter vers un autre profil en recrutant João Cancelo. Un élément polyvalent, capable de jouer aussi bien latéral droit que latéral gauche. Le



Portugais peut aussi évoluer au milieu de terrain que sur une aile au besoin. De plus, il connaît parfaitement la maison blaugrana puisqu'il a évolué au club lors de la saison 2023-24.

Un retour à la maison

Malgré son désir de continuer l'aventure en Catalogne, il était retourné à Manchester à l'issue de son prêt. Très vite, il avait été vendu à Al-Hilal en Arabie saoudite. Un

an et demi plus tard, João Cancelo a souhaité changer d'air. Courtisé par l'Inter Milan, qui a été très proche de le faire revenir et qui avait trouvé un accord verbal avec Al-Hilal, il a temporisé et donné sa préférence au FC Barcelone, qui a bouclé l'affaire. Les pensionnaires du Camp Nou ont officialisé son grand retour aujourd'hui par le biais d'un communiqué de presse officiel. C'est désormais officiel : João Cancelo est de retour au Barça. Le FC Barcelone et Al Hilal Saudi FC ont trouvé un accord pour le prêt du latéral portugais jusqu'à la fin de la saison. Il portera le numéro 2», viennent d'indiquer les Blaugranas. Véritable cou-teau-suisse, Cancelo (31 ans) repart pour une nouvelle aventure au FCB. Cette fois-ci, il va connaître la méthode Hansi Fick.

Avec footmercato.net



Découvrez Nos animateurs !

En exclu sur YouTube de BOA-TOGO

